

La souveraineté alimentaire chaudement accueillie par l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec

Les quelques 420 délégués de l'Union des producteurs agricoles (UPA) du Québec se sont réunis dans la ville de Québec du 4 au 6 décembre dernier dans le cadre du 83^{ème} Congrès général de l'UPA. Lors de ce congrès, il fut abondamment question de la souveraineté alimentaire, concept qui commence indéfectiblement à faire son bout de chemin dans les préoccupations des gens. En effet, les délégués ont adopté unanimement une résolution stipulant que la souveraineté alimentaire fera dorénavant partie des visées de l'Union dans ses actions.

Laurent Pellerin, président de l'UPA d'alors, a d'ailleurs fait mention de la souveraineté alimentaire à plusieurs reprises dans son allocution d'ouverture. C'est dire qu'il donnait donc le coup d'envoi à trois jours de congrès qui ont été teintés par les tenants et aboutissants de la souveraineté alimentaire. « *Les agriculteurs et agricultrices tendent la main à l'ensemble de leurs concitoyens. La*

souveraineté alimentaire, c'est une approche qui confirme leur engagement à nourrir le Québec, à maintenir et à développer de façon durable une agriculture qui nous rassemble, tout en valorisant leurs outils collectifs qui s'appuient sur des valeurs d'équité, de justice sociale et d'entraide, chères au Québec.», affirmait M. Pellerin devant les délégués.

Toujours dans son discours d'ouverture, M. Pellerin n'a pas manqué de souligner le rôle du Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) et l'implication active de ses 500 adhérents.

Par la suite, les délégués se sont prononcés, à l'unanimité, en faveur du projet de souveraineté alimentaire. Reste maintenant à mettre le projet en branle et à trouver de véritables moyens pour aboutir non seulement à un projet rassembleur mais plutôt à des actions concluantes et porteuses de résultats concrets.

On piétine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

À l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout semble aller de mal en pis. En fait, pour l'heure, on piétine. Les menaces lancées par l'OMC sont toujours actuelles et les négociations sur l'agriculture n'aboutissent nulle part. Le Cycle de Doha entamé il y plus de 10 ans semble ne pas du tout respecter sa mission première qui était de permettre le développement.

Aujourd'hui, on s'interroge... quel développement? Les agriculteurs se demandent de quel développement il s'agit puisque les démarches et discussions à l'OMC ne semblent définitivement pas aller dans le sens de ce dernier. Rappelons que l'agriculture fait partie des négociations et des échanges commerciaux au même titre que toutes autres marchandises assujetties aux échanges internationaux. De

plus, plusieurs systèmes de mise en marché équitables sont menacés par les négociations, notamment la gestion de l'offre. Il est important de préserver les acquis dans le domaine agricole qui connaît actuellement une grande crise de revenus et ce, à l'échelle planétaire.

Les agriculteurs en parlent souvent: que l'agriculture soit du ressort des agriculteurs et la façon de la gérer, libre à chaque état. Il est normal qu'un pays décide des règles régissant la façon dont les denrées alimentaires entrent et sortent de leurs frontières. Le droit à la gestion du marché intérieur, voilà un cheval de bataille qui, même s'il semble évident pour certains, ne l'est définitivement pas pour d'autres...

Bref, aucune avancée n'est attendue d'ici 2008. Attendons de voir la suite.

**MAÉ-MAÉ vous invite à visiter son nouveau site internet au www.mae-mae.org
Visitez ce site et passez le mot... on peut maintenant adhérer au mouvement en ligne!**

Petite histoire de la souveraineté alimentaire

